Objectif Oman

Juillet-Août 2021

FAITS SAILLANTS

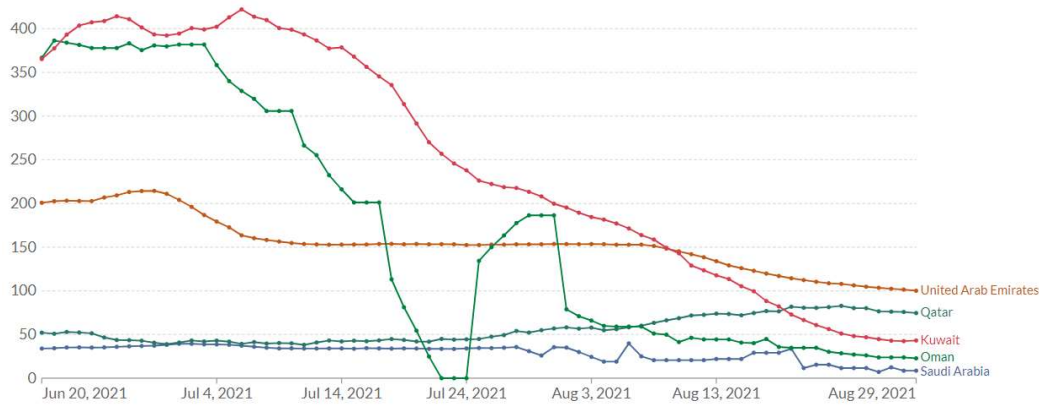
- ***Les autorités révisent à la baisse les tarifs de l'électricité pour les citoyens omanais***
- ***Le FMI prévoit une croissance du PIB de près de +2,5% en 2021***
- ***Ouverture d'une ligne directe saisonnière Paris-Mascate par Air France***
- ***Appel d'offres pour la fourniture du premier satellite de télécommunications omanais***

CLIMAT DES AFFAIRES

Point de situation sur la gestion de la crise sanitaire du Covid-19

A la faveur des mesures de restriction des déplacements – plusieurs couvre-feux depuis le mois de juin, confinement total durant les fêtes de l'Eid al-Adha – et de l'accélération de la campagne vaccinale – près de la moitié de la population a reçu au moins une dose à fin août –, le rythme de propagation du Covid-19 en Oman a fortement ralenti au cours des dernières semaines (voir graphique). Dès lors, la plupart des lieux accueillant du public ont été autorisés à rouvrir leurs portes. Les autorités omanaises ont toutefois annoncé que la vaccination serait obligatoire pour accéder aux établissements publics et privés (administrations, centres commerciaux, restaurants, installations sportives, etc.) à partir du 1er septembre 2021. Initialement prévus en septembre 2021, les forums économiques *Green Hydrogen Summit* et *Oman Petroleum and Energy Show*, ont pour leur part été respectivement reportés au 29 novembre-1er décembre 2021 et au 21-23 mars 2022. En matière de voyage, les autorités ont annoncé la réouverture des frontières du Sultanat à tous les voyageurs vaccinés, y compris les touristes, à partir du 1er septembre 2021, ainsi que la suppression de la liste des pays en provenance desquels l'entrée sur le territoire omanais était interdite. Les mesures de quarantaine obligatoire seront en outre largement assouplies, notamment pour les détenteurs d'un test PCR négatif.

Nombre de nouveaux cas quotidiens de Covid-19 (par million d'habitants)



Source : ourworldindata.org

Les autorités révisent à la baisse les tarifs de l'électricité pour les citoyens omanais

Dans un contexte social toujours dégradé, les autorités omanaises ont annoncé une révision à la baisse de la grille tarifaire de l'électricité adoptée il y a quelques mois (voir *Objectif Oman* de janvier 2021). Justifiant sa décision par la réception de plusieurs milliers de plaintes de consommateurs contestant l'augmentation de leurs factures, l'*Autorité de régulation des services publics* (*APSR*) a ainsi annoncé lors d'une conférence de presse très relayée que le tarif de l'électricité pour les citoyens omanais sera ramené à 12 baisas/kWh – de mars à septembre – pour une consommation jusqu'à 4000 kWh par mois (contre de 15 à 20 baisas auparavant selon le niveau de consommation), puis à 16 baisas/kWh entre 4001 et 6000 kWh et 27 baisas au-delà (30 baisas auparavant au-dessus de 4000 kWh).

Rétroactive, cette baisse des tarifs sera appliquée sur les factures déjà acquittées de mai et de juin 2021, le trop versé étant crédité sur les factures des mois suivants. L'*APSR* a également indiqué avoir demandé aux compagnies de distribution de surseoir pendant l'été aux coupures de service pour les abonnés n'ayant pas réglé leurs factures en temps et en heure. Non mentionnés dans ces annonces, les consommateurs expatriés devraient restés soumis pour leur part à des tarifs plus élevés (de 20 à 30 baisas/kWh selon le niveau de consommation).

Les autorités envisageraient désormais de réviser les tarifs de l'électricité pour les entreprises et le secteur agricole au regard des difficultés économiques actuelles. Pour mémoire, l'adoption d'une nouvelle grille tarifaire en début d'année visait à favoriser la suppression à moyen terme des subventions, qui grèvent significativement le budget omanais. Le montant prévu des subventions pour l'électricité dans le budget 2021 s'élève ainsi à 500 M OMR, soit 1,3 Md USD.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Le FMI prévoit une croissance du PIB omanais de près de +2,5% en 2021

Le *Fonds Monétaire International* (FMI) a tenu ses consultations « *Article IV* » avec les autorités omanaises au début de l'été. En conclusion de cet exercice réalisé en visioconférence, le FMI a annoncé que la croissance du PIB omanais pourrait atteindre près de +2,5% en 2021, après une récession de -2,8% en 2020 – récession moindre qu'initialement envisagée par le FMI. La croissance hors hydrocarbures pourrait atteindre pour sa part +1,5% en 2021, contre -3,9% en 2020. L'inflation devrait par ailleurs accélérer, à +3% en 2021 (-0,9% en 2020), dans le sillage de l'introduction de la TVA et de la reprise de la demande.

Après avoir enregistré un déficit record de -19,3% du PIB en 2020, le solde budgétaire devrait s'améliorer en 2021 selon le FMI, à -2,4% du PIB, sur fond de remontée des prix du pétrole et de baisse des dépenses imputées à l'Etat. Arguant toutefois de la volatilité des cours des hydrocarbures et des risques induits par l'émergence de nouveaux variants du Covid-19 sur la reprise de l'activité mondiale, le FMI a appelé les autorités omanaises à poursuivre une stricte mise en œuvre du *Plan de consolidation budgétaire à moyen terme* (voir *Objectif Oman* de novembre 2020).

A cet effet, Oman a sollicité l'assistance technique du FMI pour l'aider à renforcer le cadre budgétaire à moyen terme – la définition de cibles pour le solde primaire hors hydrocarbures, une meilleure analyse des risques budgétaires et l'élaboration de plans d'urgence comptent notamment parmi les pistes de travail évoquées par le FMI – et à élaborer une stratégie d'endettement robuste.

Au-delà des besoins réels des autorités omanaises en matière d'expertise, ce choix de mobiliser les services du FMI permet aussi au Sultanat de communiquer opportunément auprès des marchés sur sa volonté de s'attaquer « sérieusement » aux problématiques de l'assainissement des finances publiques et de la correction de la trajectoire d'endettement – l'annonce presque concomitante de la baisse des tarifs de l'électricité (voir *supra*) devrait toutefois interpeller les observateurs.

A noter que quelques mois après les agences de notation *Standard & Poor's* et *Fitch*, *Moody's* a annoncé à son tour en juillet le maintien de la note souveraine d'Oman, à Ba3, après plusieurs dégradations en 2020.

L'investissement étranger en Oman a bien résisté en 2020 selon la CNUCED

Selon la *Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement* (CNUCED), les flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE) dans le monde ont régressé de -35% en 2020, avec des reculs particulièrement forts dans les grandes économies développées. Soutenu notamment par les investissements dans le secteur des hydrocarbures, Oman a pour sa part enregistré une progression des flux entrants d'IDE de +19,7% en 2020, à 4,1 Md USD selon les estimations préliminaires de la CNUCED. Ces investissements ont porté le stock d'IDE au Sultanat à 35,4 Md USD, soit environ 56% du PIB.

Les principaux investisseurs en Oman sont le Royaume-Uni, qui contrôle près de 51% du stock total d'IDE (données à fin septembre 2020), suivi des États-Unis, des Émirats arabes unis, du Koweït et de la Chine selon le *Centre national des statistiques et de l'information (NCSI)* omanais. En sens inverse, les flux sortants d'IDE ont atteint 1,3 Md USD (contre 0,6 Md USD en 2019), portant le stock d'IDE omanais à l'étranger à 13,2 Md USD. A titre de comparaison avec les pays voisins, les flux entrants d'IDE se sont élevés à 19,9 Md USD (+11,2% en g.a.) aux Emirats arabes unis et à 5,5 Md USD (+20,2%) en Arabie saoudite en 2020.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Aérien : ouverture d'une ligne directe saisonnière Paris-Mascate par Air France

La compagnie aérienne *Air France* a annoncé l'ouverture d'une ligne directe saisonnière – du 31 octobre 2021 au 31 mars 2022 – entre Paris et Mascate. Trois vols hebdomadaires sont prévus au départ de l'aéroport Paris - Charles de Gaulle (les mercredi, vendredi et dimanche soirs) et de l'aéroport international de Mascate (les lundi, jeudi et samedi matins). La ligne sera opérée avec des appareils *Boeing 787-9 Dreamliner* de 279 sièges. Pour mémoire, près de 70 000 touristes français se sont rendus en Oman en 2019.

Spatial : appel d'offres pour la fourniture du premier satellite de télécommunications omanais

Filiale de la holding publique *OICT Group* – créée en 2019 par le fonds souverain *Oman Investment Authority* (OIA) –, *Space Communication Technologies* (SCT) a lancé durant l'été un appel d'offres pour la fourniture d'un satellite de télécommunications à haut débit (*High Throughput Satellite*). Cette démarche, qui s'inscrit dans le cadre du *National Satellite Programme*, doit permettre au Sultanat de disposer de son tout premier satellite à l'horizon 2024 selon le calendrier officiel. Dénommé « OmanSat-1 », ce satellite devra assurer une couverture nationale, pour répondre aux besoins des réseaux de télécommunications publics et privés, et régionale. Il s'appuiera pour ce faire sur un centre de télémétrie, de suivi et de commande situé en Oman.

Dans le détail, le contrat pour la fourniture du satellite devrait se décomposer en trois phases. La première recouvrira les aspects « spatiaux », notamment la fabrication du satellite, son lancement et la réalisation de tests en orbite. La seconde portera sur les activités de contrôle au sol, notamment la création des centres de contrôle principal et de secours, ainsi que la gestion des antennes et des radio-fréquences. Enfin, la troisième phase sera principalement dédiée à la fourniture de services. L'offre technique et commerciale finale devra être remise par les soumissionnaires avant le 21 septembre 2021. Seules les entreprises ayant déjà livré par le passé au moins trois satellites à haut débit en bande Ka seront toutefois considérées comme éligibles au processus d'appel d'offres.

Banques : point d'actualité sur le secteur bancaire

La banque qatarie *Commercial Bank* a finalement procédé selon *Reuters* au retrait de son offre visant à porter sa participation au capital de la *National Bank of Oman* (NBO) à 50,1% (voir *Objectif Oman* de juin 2021). Cette décision aurait été motivée par le refus des autres actionnaires de la NBO de céder plus de 7,7% de leurs parts sur les 15,2% nécessaires à *Commercial Bank* pour devenir l'actionnaire majoritaire de la banque omanaise.

En parallèle, *Oman International Development and Investment Holding Company* (*Ominvest*) a annoncé en juillet sa volonté d'acquérir sur le marché une participation supplémentaire de 5% au capital de *Bank Muscat*. Cette opération pourrait permettre à terme à la société d'investissement spécialisée dans les services financiers de contrôler 15% de *Bank Muscat*. Pour mémoire, *Bank Muscat* est – de loin – la 1ère banque universelle du Sultanat avec 12,5 Md OMR (soit 32,4 Md USD) d'actifs. La banque a enregistré un bénéfice de 163 M OMR (425 M USD) en 2020, en baisse de -12% en g.a.

Hydrocarbures (1) : léger recul des exportations omanaises de pétrole au 1er semestre 2021

Selon les données publiées par *NCSI*, les exportations omanaises de pétrole ont enregistré une baisse de -4,5% au premier semestre 2021 en g.a., à 139,8 millions de barils, en raison principalement d'une contraction de -10,7% des achats chinois. La forte hausse des cours du pétrole en mai et juin aurait en effet incité certains grands consommateurs chinois à reporter leurs achats et à puiser dans les stocks nationaux selon divers analystes. La Chine est toutefois demeurée le principal débouché du pétrole omanais au premier semestre 2021, captant près de 83% des exportations totales du Sultanat (soit 115,9 M de barils), devant l'Inde (14,4 M de barils ; +315% en g.a.), la Corée du Sud (4,5 M de barils ; -9,4% en g.a.) et le Japon (1,4 M de barils ; +127% en g.a.). Le prix de vente moyen du pétrole exporté par Oman a augmenté de +10% au cours du premier semestre 2021 en g.a., à 56,2 USD.

Hydrocarbures (2) : les autorités lancent un nouveau processus d'octroi de concessions

Le *Ministère de l'Energie et des minéraux* a lancé début août le processus d'octroi de trois nouvelles concessions pour l'exploration et le développement de pétrole et de gaz. Sont concernés les blocs *onshore* 38 et 66, situés dans le Sud-Est du Sultanat, et le bloc *offshore* 23, situé au Sud-Ouest de l'île de Masirah. Pour mémoire, les blocs 38 et 66 avaient été respectivement abandonnés par les opérateurs *Frontier Resources* en 2016 et *Mol* en 2020. Le bloc 23 est pour sa part issu d'une récente division du bloc 22. A noter que ce nouveau cycle de recherche de partenaires fait suite à une précédente campagne lancée en 2019 qui avait permis l'octroi de deux concessions seulement sur les six proposées au total – les concessions des blocs 73, 74, 75 et 76 demeurent ainsi toujours non attribuées.

Hydrogène : création de l'alliance nationale pour l'hydrogène « Hy-Fly »

Le *Ministère de l'Energie et des minéraux* a annoncé mi-août la création de l'alliance nationale pour l'hydrogène « *Hy-Fly* » destinée à « *favoriser le développement de la production, du transport et de l'usage de l'hydrogène propre en Oman, ainsi que son export* ». Pilotée par le ministère, cette alliance réunira des entités publiques et privées : l'*Autorité de régulation des services publics* (APSR), la holding publique *Energy Development Oman* (*EDO*), les opérateurs *PDO*, *OQ*, *Oman LNG*, *BP Oman*, *Oman Shell* et *Total Energies Oman*, les universités *Sultan Qaboos University* et *GUTech* et les ports de *Sohar* et *Duqm*. La création de « *Hy-Fly* » s'inscrit dans le cadre plus large de la stratégie nationale sur l'hydrogène (« *Hydrogen Economy Feasibility Study* ») actuellement développée par le *Ministère de l'Energie et des minéraux* et ses partenaires.

Immobilier : reprise de l'activité au premier semestre 2021 selon les données officielles

Selon les chiffres publiés par *NCSI*, le montant total des transactions immobilières dans le Sultanat s'est établi à 1,4 Md d'OMR (soit 3,6 Md USD) au premier semestre 2021, en hausse de +30,4% en glissement annuel. Le secteur immobilier a notamment enregistré une forte progression du montant des contrats de vente (+70% ; à 602 M OMR), soutenue par un doublement du nombre des transactions (44 000 ventes fin juin 2021 contre 21 500 fin juin 2020). Le montant des contrats hypothécaires a également progressé, mais à un rythme plus modéré (+16,3%, à 758 M OMR). Le montant des contrats de troc a pour sa part été divisé par quatre (11 M OMR). Au-delà des mesures spécifiques de soutien au secteur déployées par les autorités (voir *Objectif Oman* de février 2021), ce rebond du marché immobilier semble d'abord s'expliquer par l'excès d'épargne accumulée par les ménages omanais lors des différentes périodes de confinement, ainsi que par un regain de confiance des acheteurs locaux dans le contexte de remontée des cours du pétrole.

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Économique de Mascate

Rédigé par : Oussama Chaabane, Tom Crance, Fabien Gleizes

Revu par : Fabien Gleizes
Chef du Service Économique de Mascate

https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM